



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille huit, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
8 Décembre 2008, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice : 29
Nombre de pouvoirs : 4
Nombre de Conseillers présents : 24 jusqu'à la question n° 08-187
25 à partir de la question n° 08-188
Quorum : 15

Date de convocation et d'affichage : 2 Décembre 2008
Date d'affichage du compte-rendu : 15 Décembre 2008

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoint, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marguerite COÏC, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Roselyne MARCHAND, M. Johan THEURET (à partir de la question n° 08-188)

Absents excusés : Mme Maryvonne CHEVALIER, M. François LARCHER, M. Loïc PETITPAS,

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : Mme CHEVALIER à Mme LEFOUL ; M. LARCHER à Mme GINGAT ; M. PETITPAS à Mme MARCHAND ; M. THEURET à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Maryline LEFOUL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et
passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 08-180) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 08-181) Election d'un délégué supplémentaire du Conseil Municipal au sein du S.I.Ge.P.
 - 08-182) Stations d'enregistrement des données biométriques pour l'établissement des passeports
 - 08-183) Pôle culturel intergénérationnel - validation du programme
 - 08-184) Acquisition d'un ensemble immobilier à la Gare de Combours appartenant à Réseau Ferré de France
 - 08-185) Vœu relatif à la suppression des Unités de Soins Longue Durée (USLD)
 - 08-186) Adoption du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 24 Septembre 2008
 - 08-187) Rétrocession de l'emprise de terrain pour extension du foyer-logement par la SA HLM LA RANCE
 - 08-188) Relais de téléphonie mobile à l'Eglise Notre Dame – Bail avec la Société Firstline-Orange
 - 08-189) Réseaux divers – Consultation de maîtrise d'œuvre
 - 08-190) Lotissement la Croix Briand 1 et 2 – Avenant à la convention d'intervention de la Commune
 - 08-191) Dénomination et numérotage des voies communales
 - 08-192) Tarifs municipaux – Année 2009
 - 08-193) Tarifs de la halte-garderie
 - 08-194) ZPPAUP – Décision modificative
 - 08-195) Lotissement Victor Hugo – Décision modificative et clôture du budget
 - 08-196) Lotissement de Melesse - Décision modificative et clôture du budget
 - 08-197) Lotissement Cité Rahuel - Décision modificative et clôture du budget
 - 08-198) Lotissement de la Providence - Décision modificative et clôture du budget
 - 08-199) Receveur Municipal – Indemnités de conseil et de confection de budget
 - 08-200) Convention de mise à disposition des locaux avec le C.C.A.S.
 - 08-201) Montant de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz
 - 08-202) Ecole élémentaire – Travaux de restructuration des 1^{er} et 2^e étages – Missions de contrôle technique, vérification initiale des installations électriques et SPS
 - 08-203) Camping municipal – Restructuration du bloc sanitaire – Validation APD estimatif – Demandes de subventions
 - 08-204) Informatisation de la bibliothèque municipale
 - 08-205) Mise à disposition d'un véhicule publicitaire
 - 08-206) Convention avec l'association « Bois des Ludes » - Renouvellement
 - 08-207) Programme de plantation de haies bocagères – Année 2009
 - 08-208) Répartition du produit des recettes des amendes de police – Dotation 2008 – Programme 2009
 - 08-209) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2009
 - 08-210) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2009
 - 08-211) Enquêtes conjointes pour travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau non domaniaux
 - 08-212) Site de captage de la Gentièrre – Mise en place des périmètres de protection
 - 08-213) Plan de désherbage
 - 08-214) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 08-215) Questions orales
-

08-180) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Maryline LEFOUL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance du 4 Novembre 2008 est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

08-181) ELECTION D'UN DELEGUE SUPPLEMENTAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU S.I.Ge.P.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, lors de sa séance du 1^{er} Avril 2008, le Conseil Municipal avait élu les délégués du Conseil Municipal au sein de divers syndicats intercommunaux.

A ce titre, 4 délégués titulaires et 2 délégués suppléants avaient été désignés en ce qui concerne le S.I.Ge.P. (Syndicat Intercommunal de Gestion de la Piscine de Combours).

Cependant, la Commune de Combours ayant une population supérieure à 5 000 habitants, il convient d'élire un délégué titulaire supplémentaire, comme le prévoient les statuts du syndicat (article 4).

Pour mémoire, ont été élus au mois d'Avril 2008 :

Délégués titulaires :

- 1 - Mr André BADIGNON
- 2 - Mme Isabelle MOREL
- 3 - Mme Odile DELAHAIS
- 4 - M. Henri NOEL

Délégués Suppléants :

- 1 - Mme Maryline LEFOUL
- 2 - Mme Maryvonne CHEVALIER

Monsieur le Maire précise que l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit un vote à scrutin secret lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou

une présentation. Néanmoins, le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, se prononce en faveur de vote à main levée pour la désignation de ce délégué.

Monsieur LE BESCO invite le Conseil Municipal à procéder à la désignation dudit délégué.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DESIGNER le délégué suivant :

- Mme Magali TREMORIN, déléguée titulaire

08-182) STATIONS D'ENREGISTREMENT DES DONNEES BIOMETRIQUES POUR L'ETABLISSEMENT DES PASSEPORTS

Rapporteur: M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que le règlement européen du 13 décembre 2004 stipule que les ressortissants français devront disposer, à compter du 28 juin 2009, d'un passeport comportant une puce électronique qui contiendra deux données biométriques : la photographie numérisée et les empreintes digitales.

L'Etat met actuellement en oeuvre un dispositif pour respecter cette échéance. 2000 communes en France, dont 25 en Ile-et-Vilaine, ont été sélectionnées pour accueillir les stations biométriques qui permettront l'enregistrement des demandes. Cette sélection tient compte d'impératifs liés à l'aménagement du territoire, à l'équilibre géographique, à la qualité de la desserte de la population, sur la base également des statistiques actuelles de demandes de titre.

La commune de Combourg a été retenue dans cette sélection. Elle a participé à différentes réunions d'informations qui ont permis de préciser les conditions techniques du déploiement. L'Association des Maires de France (AMF), saisie par de nombreuses communes, a conduit une médiation avec les représentants de l'Etat pour définir le montant de l'indemnisation qui sera versée. Ce montant sera précisé par la loi dans les prochaines semaines, et sera sans doute indexé au nombre de demandes de titres.

La mise en place de ce dispositif dans les locaux de la mairie devrait permettre de conserver une qualité de service égale à nos administrés, leur évitant des déplacements contraignants, et de renforcer l'attractivité et le rayonnement de Combourg dans le nord du département.

La commune a donc indiqué à la Préfecture d'Ile-et-Vilaine son intention de participer au dispositif et va procéder durant l'hiver à la mise en conformité des locaux pour accueillir la station.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-183) POLE CULTUREL INTERGENERATIONNEL : VALIDATION DU PROGRAMME

Rapporteur: M. Joël LE BESCO, Maire

Les difficultés de fonctionnement de la bibliothèque, dues en grande partie à des locaux devenus inadaptés et exigus, ont mené à une réflexion sur la construction d'un pôle culturel dédié à un éventail de population diversifiée.

Après un travail de recensement des besoins, il a été défini que ce pôle culturel intergénérationnel serait composé d'une bibliothèque multimédia et de divers équipements polyvalents à vocation culturelle et associative : salle de réunion, salle de conférence et d'exposition, atelier d'arts plastiques.

Cet ensemble a vocation à devenir un équipement structurant en centre-ville. Il doit participer au rayonnement culturel de la commune et permettre de développer des liens entre les générations.

Par délibération n°07-02 du 26 février 2007, le Conseil Municipal a confié à la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) d'Ille-et-Vilaine une mission de conduite d'opération destinée notamment à l'établissement d'un programme en amont de la désignation d'un maître d'œuvre.

Un groupe de travail composé des commissions "Enfance, enseignement, culture" et "Bâtiments et développement durable", des représentants de la Bibliothèque Départementale d'Ille-et-Vilaine (BDIV) et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), du personnel de la bibliothèque et services techniques et administratifs, s'est réuni les 29 juin, 28 août et 20 novembre 2007, puis le 13 février et le 23 mai 2008 pour la définition et la présentation du pré-programme et de ses différents scénarios.

Le pré-programme a été validé le 4 juillet 2008 en retenant les éléments suivants :

- la bibliothèque est réalisée entièrement dans l'ancien bâtiment de l'école Sainte-Anne en R+2 et avec une extension ;
- le dimensionnement maximum de la bibliothèque, hors Centre culturel, doit être de 550 m² ;
- l'opération est réalisée en plusieurs phases : la bibliothèque est réalisée dans un premier temps, le centre culturel dans un second temps, l'aménagement des espaces publics extérieurs et un éventuel bâtiment de jonction dans un troisième temps ;
- la maîtrise d'œuvre concernera uniquement la première phase, mais devra impérativement proposer une étude d'esquisse sur l'ensemble de l'opération, afin d'obtenir dès le départ la vision globale du projet à terme ;
- compte tenu des choix mentionnés ci-dessus, la procédure retenue pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre est la procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Enfin, le programme a été examiné le 18 novembre 2008 par le groupe de travail. Quelques observations formulées lors de cette réunion ont été intégrées dans le document final remis par les services de la DDE qui est présenté au Conseil Municipal.

Quelques remarques et interrogations sont formulées par la minorité municipale à propos de la politique culturelle de la Ville à plus long terme.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- de valider le programme de réalisation d'un pôle culturel intergénérationnel
- d'autoriser le lancement d'un appel à candidatures pour le marché de maîtrise d'œuvre de cette opération.

Il est rappelé au Conseil Municipal que le pouvoir adjudicateur est compétent pour signer les pièces des marchés à procédure adaptée en vertu de la délégation n° 08-36 portant délégation au maire.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-184) ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER, A LA GARE DE COMBOURG, APPARTENANT A RESEAU FERRE DE FRANCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO indique au Conseil Municipal que, dans le cadre du projet de pôle intermodal à la Gare de Combourg, il a été convenu que Réseau Ferré de France (R.F.F.) céderait à la Ville de Combourg un ensemble immobilier bâti, sis en Gare de Combourg, cadastré section AI n° 95, d'une contenance d'environ 1 187 m² appartenant au domaine public ferroviaire.

La réalisation de cette cession, confiée à la Société ADYAL GRAND COMPTES, Agence Bretagne Pays de Loire, agissant au nom et pour le compte de R.F.F., pourrait se faire aux conditions suivantes :

- Prix : 5 000 € (hors frais et taxes)
- Démolition du bâtiment dit « Coralys »
- Pose d'une clôture à la limite entre ce terrain et les terrains restant au domaine public ferroviaire
- Prise en charge par la Commune des frais de bornage (document d'arpentage demandé au cabinet LETERTRE de DOL-DE-BRETAGNE)
- Prise en charge par la Commune des frais de notaire. Cet acte sera confié à l'étude des Notaires associés BENIS, BUIN et OUAIRY – 19 rue Notre Dame à VITRE

Monsieur LE BESCO demande au Conseil Municipal de décider cette acquisition aux conditions proposées et de donner pouvoir au Maire pour signer l'acte à intervenir

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-185) VŒU RELATIF A LA SUPPRESSION DES UNITES DE SOINS LONGUE DUREE (USLD)

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que le Conseil Général ayant, à plusieurs reprises, sensibilisé les élus sur le projet de réforme relatif à la suppression des unités de soins de longue durée (USLD), il propose au Conseil Municipal d'émettre un vœu qui pourrait être formulé de la façon suivante :

« Le Gouvernement a décidé une réforme de la prise en charge des personnes âgées qui doit se traduire par la fermeture de 70 % des lits long séjour hospitalier et leur reconversion en lits de maisons de retraite médicalisées (EHPAD).

Cette réforme doit se mettre en place avant mars 2009. En Ile et Vilaine, 1531 lits relèvent aujourd'hui des USLD et sont répartis dans 13 hôpitaux : CANCALE, SAINT-MEEN-LE GRAND, MONTFORT-SUR-MEU, ANTRAIN, LA GUERCHE-DE-BRETAGNE, VITRE, REDON, FOUGERES, SAINT-MALO, COMBOURG, CHANTEPIE, CHU et Guillaume-Régner à RENNES.

Cette réforme modifie l'accès aux soins des personnes âgées et aujourd'hui les EHPAD ne disposent pas d'un encadrement médical suffisant pour se substituer à l'hôpital, la densité des soignants au lit de patient, y étant environ deux fois moindre que dans les USLD.

Afin de préserver l'approche médicale envers les personnes âgées, afin d'éviter l'éloignement de celles-ci par rapport à leur cadre de vie et leur famille, pour maintenir l'emploi d'un personnel qualifié, il sera proposé de demander au gouvernement un moratoire sur la réforme des lits USLD pour faire une étude portant sur l'ensemble des structures accueillant des personnes âgées et pour ouvrir une véritable concertation avec les départements et collectivités territoriales concernées ».

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ce vœu.

08-186) ADOPTION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES DU 24 SEPTEMBRE 2008

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n°96.2007, du 27 septembre 2007, le conseil communautaire a approuvé les conditions de transfert de propriété des zones d'activités économiques communales à la Communauté de Communes. Il s'agit des zones de Melesse à Combours, Rolin à Québriac, le Bois du Breuil à Saint – Domineuc et la Morandais à Tinténac.

A cette occasion, les conditions de transfert qui ont été validées sont les suivantes :

- Transfert en pleine propriété de l'ensemble des biens (publics et privés) des zones ;
- Biens du domaine public cédé à 1€ ;
- Les zones entièrement commercialisées au moment du transfert sont cédées à 1€ ;
- Le principe retenu pour déterminer le prix de transfert est l'évaluation au prix réel (total des dépenses – total des recettes)

Les coûts de transfert de propriété retenus par le conseil communautaire et approuvés par les communes concernées sont les suivants :

- | | |
|--------------------------|-------------|
| • ZA de Melesse : | 1€ |
| • ZA de Rolin : | 381 448,40€ |
| • ZA du Bois du Breuil : | 71 145,59€ |
| • ZA Morandais : | 118 408,60€ |

Une fois les conditions de transfert de propriété approuvées, la Communauté de Communes étant soumise au régime de taxe professionnelle unique, la Commission locale d'évaluation des charges transférées a dû se réunir pour procéder à l'évaluation du montant de la charge financière transférée des communes à la Communauté de Communes.

A ce titre, la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie le 24 septembre 2008 et a validé le rapport ci – joint.

Le coût des charges transférées sera retenu sur le montant de l'attribution de compensation des communes concernées.

Une fois adopté au sein de la CLECT, le rapport validé par cette dernière doit être obligatoirement approuvé par les conseils municipaux des communes membres de l'EPCI.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de bien vouloir en délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Vu la Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu la délibération n°102.2007 du conseil communautaire en séance du 27 septembre 2007 relative à la modification des statuts de la Communauté de Communes ;

Vu la délibération n°96.2007 du conseil communautaire en séance du 27 septembre 2007 relative aux conditions de transfert de propriété des zones d'activités économiques communales ;

Vu l'article 1609 nonies C IV et V du code général des Impôts ;

Vu la validation du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 24 septembre 2008,

DECIDE

D'APPROUVER le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 24 septembre 2008 ainsi que le montant de la charge nette transférée à la Communauté de Communes, à savoir :

• Commune de Saint – Domineuc :	394,07 €
• Commune de Tinténiaç :	3 882,47 €
• Commune de Combourg :	3 211,33 €
• Commune de Québriac :	0 €

08-187) RETROCESSION D'UNE EMPRISE DE TERRAIN POUR EXTENSION DU FOYER LOGEMENT PAR LA SA HLM LA RANCE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la SA HLM LA RANCE a déposé un permis de construire en date du 23 juillet 2008 concernant l'extension et la restructuration des cuisines du foyer logement situé allée des Châtaigniers. L'extension prévue en façade EST se trouve en partie sur la parcelle AH n° 385, propriété de la Ville de Combourg et à ce titre la SA HLM LA RANCE a demandé en date du 2 juillet 2008 la cession gratuite de cette emprise.

Le permis de construire ayant été délivré à la date du 25 septembre 2008, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de céder à titre gratuit l'emprise de la parcelle AH 385p concerné par le projet d'une superficie de 81 m², frais de notaire et de géomètre à charge de l'acquéreur.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus et donne pouvoir au Maire pour signer l'acte à intervenir.

08-188) RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE A L'EGLISE NOTRE DAME –BAIL AVEC LA SOCIÉTÉ FIRSTLINE-ORANGE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations en date du 7 décembre 1998 et du 22 février 1999, selon convention, la Société Bouygues Télécom a été autorisée, selon convention, à installer un relais de téléphonie mobile sur l'Eglise de Combours.

La Société FIRSTLINE, représentant la Société ORANGE, a sollicité la Commune pour installer des antennes de relais de téléphonie mobile afin de satisfaire la demande croissante en matière de téléphone portable et d'assurer la couverture du secteur par Orange.

La station est composée :

- de 4 antennes implantées à l'extérieur de l'Eglise (fixées sur mat) à côté des antennes de la Sté Bouygues Télécom
- d'une zone technique à l'intérieure de l'Eglise (sous le beffroi)
- de câblages coaxiaux qui cheminent des antennes à la zone technique

Le bail proposé mentionne une occupation du domaine communal aux principales conditions suivantes :

- Redevance annuelle : 3 500 €, indexable sur l'index INSEE « Coût de la construction »
- Un droit d'entrée forfaitaire de 12 000 €
- Une durée de 12 ans, renouvelable par périodes de 6 ans, sauf dénonciation au moins 24 mois avant la date d'expiration de la période en cours

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'accéder à la demande de la société First Line, représentant la Société Orange, d'installer des antennes de radiotéléphonie sur l'église
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant à signer le bail privatif d'occupation du domaine public pour une durée de douze ans renouvelable de plein droit par périodes de six ans, sauf dénonciation par l'une des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, vingt quatre mois avant la date d'expiration de la période en cours.

La recette correspondante sera imputée sur l'article n° 752 du budget communal intitulé « revenus des immeubles »

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 21 voix POUR, 2 voix CONTRE et 5 ABSTENTIONS, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-189) RESEAUX DIVERS – CONSULTATION MAITRISE D'OEUVRE

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Le Conseil Municipal a été informé le 17 décembre 2007, par le Cabinet BOURGOIS, de l'avancement du Schéma directeur d'assainissement, et le 11 février 2008, par le cabinet SAFEGE, de l'avancement du Schéma directeur d'Eau Potable.

Le Conseil Municipal a également été informé, par délibération en date du 11 Février 2008 de la réalisation d'investigations complémentaires dans le cadre du schéma directeur d'assainissement. Ces investigations complémentaires sont actuellement en cours de réalisation et permettront de finaliser le schéma directeur.

Par ailleurs, le Conseil Municipal a été informé, par délibération du 1er Avril 2008, du lancement d'une consultation en procédure adaptée, afin de définir un maître d'œuvre pour certains tronçons de voie.

Le choix de ces portions de voies résulte de la synthèse de l'ancien schéma directeur d'eaux usées, des inspections complémentaires du schéma directeur d'assainissement en cours d'élaboration, des nouveaux schémas directeurs d'eaux pluviales et d'AEP, du zonage d'assainissement collectif et de l'étude des zones d'urbanisation du PLU.

Il en résulte le choix des 5 portions de voies suivantes :

- Avenue de la Libération - Section Limite d'Agglo - Chemin de Bel-Air
- Avenue de la Libération - Section Chemin de Bel-Air - Rue Jules Corvaisier
- Rue de Melesse - Section Abords Av de la Libération et Futur Bassin EP
- Rue de Melesse - Section Av des Acacias - Rue Jules Corvaisier
- Route de Dingé - Section Limite d'Agglo - Av de Waldmunchen

Cinq cabinets ont répondu à la consultation de maîtrise d'œuvre. Il s'agit de :

- SEVAUX ASSOCIES	SAINT JACQUES DE LA LANDE
- TECAM	FOUGERES
- SCP DEBOST-LECHAUX-LE MOIGNE	CESSON SEVIGNE
- CABINET BOURGOIS	SAINT GREGOIRE
- SAFEGE	SAINT GREGOIRE

Les offres de ces sociétés ont toutes fait l'objet d'une négociation et il a été décidé de retenir la Société TECAM qui a proposé un taux de 3,20 % pour l'ensemble des réalisations (réseaux lourds + effacement des réseaux + convention).

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-190) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND 1 ET 2 – AVENANT A LA CONVENTION D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

Rapporteur : M. HAMELIN Joël, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-39 et 06-40 en date du 13 Mars 2006, le Conseil Municipal a approuvé les projets des lotissements de la « CROIX BRIAND 1 » et « CROIX BRIAND2 », et autoriser M Le Maire à signer les conventions afférentes.

Ces conventions définissent les modalités de contrôle par la commune des études, de la préparation des marchés et de l'exécution des travaux des équipements communs appelés à être rétrocédés à la commune lors de la réception des travaux. En contrepartie, les frais d'intervention de la commune à la charge du Maître d'Ouvrage sont fixés forfaitairement à 1% du montant des travaux HT.

En raison de l'obligation de réalisation en première phase du giratoire de la Croix Briand et vu la prise en maîtrise d'ouvrage de cet équipement par la commune, l'implication communale s'en trouve renforcée. Afin de compenser cette implication, il a été convenu avec la société ACANTHE, lotisseur, une indemnisation sous forme d'une revalorisation des frais d'intervention de la commune, de 1 % à 5.24 % du montant HT des travaux qui seront versés dans la caisse du receveur municipal en deux temps :

- 50 % au 31 Mars 2009
- 50 % au 30 Septembre 2009.

Ce dossier a fait l'objet d'une présentation à la commission « finances » du 28 novembre 2008.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser M Le Maire à signer cet avenant à la convention initiale.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE la proposition ci-dessus et AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention initiale.

08-191) DENOMINATION ET NUMEROTAGE DE VOIES COMMUNALES

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à la dénomination de voies de nouveaux lotissements afin de permettre aux nouveaux habitants de disposer, d'une adresse et de faciliter les démarches administratives consécutives à un changement de résidence.

Après concertation auprès de la commission « urbanisme », Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal de dénommer :

- **la voie du lotissement des Jardins du Levant : Allée du Levant**

et de numéroté l'allée comme suit :

Numéros impairs :

Parcelle section AH n° 424, Propriétaires : M. et Mme Pierre-Yves BOISHU	n° 1
Parcelle section AH n° 423, Propriétaires : Mme Sophie CARRERES et M. Yoann DELOURME	n° 3
Parcelle section AH n° 421, Propriétaires : M. et Mme Xavier BREMONT	n° 5
Parcelle section AH n° 422, Propriétaires : Melle Sabrina ADAM et M. Guillaume MORISSET	n° 7

Numéros pairs :

Parcelle section AH n° 426, Propriétaires : M. et Mme Louis RAULT	n° 2
---	------

- **la voie du lotissement Les Coutures : rue des Mares Rouges**

Numéros impairs :

Lot n° 9, Parcelle AC n° 217 : M. et Mme Alain DUVAL	n° 1
Lot n° 10, Parcelle AC n° 218 : M. Anthony CONGA et Melle Virginie GUILLAUDEAU	n° 3
Lot n° 11, Parcelle AC 219 : M. Richard AVRIL et Melle Aurélie HAUTIERE	n° 5
Lot n° 05, Parcelle AC 213 : M. et Mme Florent COURBARON	n° 7

Numéros pairs :

Lot n° 8, Parcelle AC n° 216 : M. et Mme Claude VALLERIE	n° 2
Lot n° 7, Parcelle AC n° 215 : M. Bertrand CORRE et Melle Karen RICHARD	n° 4
Lot n° 6, Parcelle AC n° 214 : M. Jean-Paul ROUESNE	n° 6

En ce qui concerne les lots 1, 2, 3 et 4 dont les sorties donnent sur l'avenue du Général de Gaulle, il est proposé de poursuivre la numérotation de l'avenue du Général de Gaulle de la façon suivante :

Lot n° 4, Parcelle AC 212 : M. Jacques SEBERT	n° 43
Lot n° 3, Parcelle AC 211 : M. Vincent LOUAZEL, Melle Aurélie DEMAY	n° 43b
Lot n° 2, Parcelle AC 210 : M. Yves ORY	n° 45
Lot n° 1, Parcelle AC 209 : M. et Mme Jean-Luc LEGRAND	n° 47

Monsieur HAMELIN propose donc au conseil municipal de confirmer ces dénominations et numérotage et d'autoriser la mise en place des panneaux correspondants et la distribution de plaques de numéros aux particuliers.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-192) TARIFS MUNICIPAUX ANNEE 2009

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite des travaux de la commission de finances en date du 28 Novembre 2008, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver pour l'année 2009, les tarifs municipaux suivants :

A) DROITS DE PLACE

La Commission finances propose une augmentation de 2 % en ce qui concerne les droits de place

	2008	2009
1) Marchés hebdomadaires et ventes hors jours de marché : étalage avec ou sans banc, couvert ou non couvert, sur rue, trottoir, place, etc., voitures d'exposition, de vente ou de démonstration, machine et matériel agricole		
le mètre linéaire	0,65	0.66
2) Assemblées et foires : Mi-Mai, Angevine Mi-décembre, étalage, voitures de vente, matériel agricole comme ci-dessus, couvert ou non couvert		
le mètre linéaire	0,94	0.96
3) Débits de boissons (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,94	0.96
4) Rôtisseur le mètre linéaire	0,94	0.96
5) Attraction foraine (Utilisation de "face") le mètre linéaire	0,94	0.96
6) Métiers, Manèges, cirques (Utilisation en "superficie") le mètre carré	0,94	0.96

avec pour les attractions foraines, manèges et cirques la perception d'un forfait minimal (44,58 euros en 2008) 45.47 euros et versement d'une caution de 50 % du coût prévisionnel lors de l'inscription des commerçants et industriels forains avec un minimum de perception de (22,29 euros en

2008) 22.73 euros. Cette somme sera conservée en cas de défection et considérée comme acompte sur le prix à payer dans le cas d'une participation réelle. La réservation d'un emplacement ne sera effective qu'après le paiement de cette caution.

En ce qui concerne la foire de la Mi-Mai, se reporter à la délibération n° 94-65 en date du 16 Juin 1994.

7) Marchand forain hors marché
(Cf délibération n° 94-99 en date du 23 Novembre 1994)

Forfait mensuel	10,95	11.17
-----------------	-------	--------------

8) Abonnement :

Pour mémoire (article 35 de l'arrêté municipal n° 97-090 du 2 Juillet 1997 portant réglementation du marché - délibération n° 97-119 du 30 Juin 1997 : réduction de 15 % sur le tarif classique) soit (0,55 euros en 2008) 0,56 euros le mètre linéaire.

9) Branchement électrique bornes du marché	2,25	2.30
--	------	-------------

B) DROITS DE VOIRIE

La Commission finances propose une augmentation de 3 % en ce qui concerne les droits de voirie

En ce qui concerne les droits de voirie et l'occupation des trottoirs, l'autorisation ne pourra être accordée par la Municipalité qu'à la condition qu'un espace minimum de 0,90 m puisse être laissé à la circulation piétonne entre l'étal et la bordure du trottoir.

TARIFS	2008	2009
- Terrasse couverte	10,42	10.73
- Terrasse non couverte, trottoir, - chevalet, présentoir etc	5,21	5.37

Pour l'application de ce tarif, toute surface sollicitée et autorisée sera arrondie au m2 supérieur (exemples : 0,40 m2 ==> 1 m2 et 2,60m2 ==> 3 m2, etc)

C) LOCATION DE SALLE

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne les locations de salles

1) BOULEVARD DU MAIL

- SALLES DE REUNION

Mise à disposition gracieuse aux Associations Combourgeoises, pour usage de "réunion" exclusivement.

Ces salles pourront être louées à des associations extérieures à la Ville de Combours, sous réserve des disponibilités, les associations Combourgeoises étant prioritaires.

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combours :

Tarif forfaitaire de 64.38 Euros (62.81 € en 2008) (Grande ou petite salle)

2) MAIRIE

Salle d'Honneur (135 M2) -

Pas de location mais mise à disposition limitée

3) ESPACE MALOUAS

Rappel des conditions de location :

Aucune option ne sera prise plus de 18 mois à l'avance.(au lieu de 12 mois précédemment)

La confirmation définitive de location ne sera adressée au plus tôt que 6 mois avant la date.

La salle de réunion de l'Espace Malouas servant de salle de vote, toute location attribuée avant la connaissance de la date d'élections pourra être annulée et la responsabilité de la Ville ne pourra en aucun cas être recherchée. Toute personne sollicitant une location devra accepter la présente clause.

Versement d'arrhes à hauteur de 50 % au moment de la réservation et d'une caution de (360,00 Euros en 2008) 369 euros à remettre par chèque avant la manifestation (à la remise des clefs), caution qui sera rendue, en l'absence de dégradation, après l'état des lieux de sortie établi à l'issue de l'utilisation de la salle concernée.

En cas de dégradation, la caution sera encaissée par le Receveur Municipal et l'éventuel remboursement partiel n'interviendra qu'une fois connu le montant des réparations si celui-ci est inférieur au montant de ladite caution.

En cas de carence de nettoyage lors de la location des salles, les heures de ménage nécessaires seront appliquées de la façon suivante :

Tarif Horaire

22, 05 (2008) 22.60

Les conditions de location figureront sur les formulaires de demande de location.

Les jetons de chauffage seront vendus aux responsables des associations utilisatrices. Le prix du jeton est fixé à 1.83 euros (1,79 Euros en 2008) pour une demi-heure de chauffage (salle moquette)

A) SALLE DE REUNION EN PARQUET (320 m²) et PATIO:

a) Cas particuliers :

- Personnel municipal :

Mise à disposition gracieuse aux employés communaux à l'occasion de leur mariage.

- Associations combourgeoises :

Pour la première utilisation annuelle (spectacle, bal ou autre manifestation) la location est gratuite, toutefois le forfait chauffage sera facturé à l'association et le versement de la **caution de 369 Euros** sera réclamée dans les mêmes conditions que pour tout autre utilisateur.

b) Tarifs classiques pour les autres utilisations

	2008	2009
Congrès, mariages, Assemblées générales, colloques etc.		
1ère journée		
- sans repas :		
. Commune	184,82	189.44
. Hors Commune	263,79	270.38
- avec repas "FROID":		
. Commune	220,72	226.24
. Hors Commune	378,64	388.11
- avec repas "CHAUD":		
. Commune	314,04	321.89
. Hors Commune	457.59	469.03
2ème journée :		
- sans repas :		
. Commune	91.51	93.80
. Hors Commune	138.19	141.64
- avec repas "FROID":		
. Commune	113.05	115.88
. Hors Commune	183.02	187.60
- avec repas "CHAUD":		
. Commune	170.48	174.74
. Hors Commune	229.68	235.42
Bals avec entrées payantes :		
. Commune	380.52	390.03
. Hors Commune	572.44	586.75

Spectacles, défilés de mode.:

. Commune	292.52	299.83
. Hors Commune	687.30	704.48

Forfait Chauffage pour salle parquet et (ou) patio :

-par jour (Commune et hors commune) :

.Salle parquet et patio	75.37	77.25
.Patio	37.69	38.63

Sonorisation

.Salle parquet	68.19	69.89
.Patio	68.19	69.89

Remplacement vaisselle cassée ou manquante

. Verre	0.68	0.70
. Assiette	3.22	3.30
. Cuillère à café, cuillère, fourchette et couteau	2.01	2.06

c) tarifs à la demi journée (chauffage compris)

Pour les réunions et les Assemblées Générales (sans repas) :

Pour une occupation le matin, salle libérée pour 13 heures.

Pour une occupation l'après-midi salle libérée pour 18 heures.

Tarifs hiver (de octobre à mars)	tarif commune	150
	tarif hors commune	200
Tarifs été (de avril à septembre)	tarif commune	120
	Tarif hors commune	170

B) SALLE POLYVALENTE

Bal avec entrées payantes et autres manifestations

. Commune	430.68	441.45
. Hors Commune	755.50	774.39

C) PATIO:

Il sera proposé gratuitement (chauffage compris) aux associations combourgeoises en fonction du nombre d'adhérents présents.

Locations sous conditions :

Le patio pourra être loué seul, sans la salle de parquet, pour réunion de travail ou vin d'honneur mais seulement 15 jours avant la date envisagée afin de ne pas compromettre la location de la Salle de parquet qui reste prioritaire.

Le tarif ci-après constitue un forfait quelque soit la durée et pour une journée maximum.

. Commune	68.19	69.89
. Hors Commune	118.45	121.41

4) SALLE ECOLE ELEMENTAIRE:

La salle de l'école élémentaire sera mise à la disposition des organismes de formation.

Chaque mise à disposition pour stage fera l'objet d'une convention avec l'organisme de formation.

Tarif par jour d'utilisation	10.76	11.03
------------------------------	-------	--------------

5) LOCAUX DU CENTRE ADMINISTRATIF

. Tarif par demi-journée	5.39	5.52
. Tarif par journée	10.77	11.04

D) GARDERIE :

La Commission finances propose une augmentation de 2 % en ce qui concerne la garderie

		2008	2009
JOURS SCOLAIRES :			
Horaires :			
7 h 30 à 8 h 30	}		
16 h 45 à 18 h 00	} la demi-heure	0,67	0.68
18 h 00 à 19 h 00	}		

Étant précisé que toute demi-heure commencée est due en entier.

GOUTER :

Les enfants qui seront présents aux garderies bénéficieront d'un goûter

Prix du goûter	0.85	0,87
----------------	------	-------------

E) LOCATION DE MATERIEL

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne la location de matériel

	2008	2009
- Grand ou petit podium – Tribunes (Tarif Unique) (transport, montage, démontage compris)	418.12	428.57

La location des podiums et tribunes est limitée aux collectivités et associations de la proche région de Combourg (dans un rayon d'environ 15 km), notamment du Canton et de la Communauté de communes - Bretagne Romantique.

Il est précisé que les podiums doivent être montés obligatoirement par le personnel de la Ville qui assure la responsabilité en cas de mauvais montage.

L'accord de location n'entraînera pas obligation de montage.

Les podiums ne seront pas montés si le sol ne présente pas des garanties suffisantes de stabilité ou si le dénivelé est trop important.

Dans le cas où l'équipe de montage jugerait impossible le montage du podium, la responsabilité de la Ville ne pourra pas être recherchée par la collectivité ou l'organisme ayant sollicité la location. Ces derniers pourront faire appel à leurs frais exclusifs à un organisme agréé pour juger de la qualité du sol.

Toute personne, collectivité ou organisme sollicitant la location d'un podium devra accepter les présentes clauses qui figureront sur les formulaires de demande de location.

- Projecteurs (l'unité)	11.84	12.14
- Mâts (l'unité)	0.51	0.52
- Drapeaux (l'unité)	0.51	0.52
- Balayeuse (tarif horaire)	120.55	123.56

F) REDEVANCE PHOTOCOPIE ET LECTEUR-REPRODUCTEUR, ETIQUETTES

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne les photocopies, lecteur reproducteur et étiquettes.

	2008	2009
- Photocopieur :		
. Format A4	0,58	0,59
. Format A3	0,75	0,77
- Lecteur-Reproducteur	0,65	0,67

- Documents administratifs	0.18	0,18
Etiquette d'affranchissement	0,05	0,05

G) CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE ET CAVEAU PROVISOIRE

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne les concessions cimetières

	2008	2009
- Concessions temporaires (1e m²)	52.05	53.35
- Concessions trentenaires (1e m²)	102.30	104.86
- Concessions pour urnes funéraires (pour 0,25 m²)		
. Concessions temporaires	52.05	53.35
. Concessions trentenaires	102.30	104.86
- Caveau provisoire :		
- 1er Jour	10.62	10.89
- par jour, du 2ème au 6ème jour	6.38	6.54
- Forfait pour une semaine (7 jours)	42.59	43.65
- par jour, à partir du 8ème jour	1.83	1.88

H) TRAVAUX EN REGIE

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne les travaux en régie

Travaux réalisés en régie directe par le personnel de la Ville et facturation à la section d'investissement (tarif horaire), et mise à disposition de personnel pour d'autres collectivités (EPCI, associations, etc.).

2008	2009
22,05	22.60

I) DROITS D'USAGE "CYBER-COMMUNE"

La Commission finances propose une augmentation de 2.5 % en ce qui concerne les droits d'usage cyber-commune

	2008	2009
- Droit d'inscription forfaitaire annuel	19.74	20.23

Ce droit sera perçu pour **un** adulte et les enfants d'une même famille utilisant le service.

Un droit supplémentaire de 20.23 euros (19,74 euros en 2008) sera perçu pour le 2^{ème} adulte de la famille.

Le forfait annuel correspond en fait à 12 mois pleins, la date de début étant celle de l'inscription.

Ce droit d'inscription permet à chaque membre de la famille :

- de participer à l'initiation informatique et internet
- d'utiliser le matériel informatique en libre accès
- de consulter des CD Rom
- de se connecter à internet pendant les plages de libre accès.

- Droit d'usage des imprimantes :

a) imprimante "noir et blanc" format A4 :	0,14	0,14
b) imprimante "couleur" format A4	0,41	0,42

- Droit de connexion à "Internet" hors périodes d'accès libre :

a) pour les personnes adhérentes au service (ayant réglé un droit d'inscription) Forfait horaire	1,00
b) pour les personnes non adhérentes (usage occasionnel) : Forfait horaire	1,50

J) DROITS D'USAGE BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

La Commission finances propose une augmentation de 2 % (arrondis à 0 ou 5 centimes près) en ce qui concerne les droits d'usage de la bibliothèque.

	2008	2009
A) Carte d'abonnement annuel (Il s'agit d'un forfait annuel, de date à date, quelque soit la date d'abonnement)		

Inscription individuelle :

pour les résidents de la commune	6.59	6.70
pour les résidents hors commune	8.79	9.00

Inscription familiale (quelque soit le nombre de personne composant le foyer)		
pour les résidents de la commune	9,89	10.10
pour les résidents hors commune	12.09	12.35

Gratuit pour les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RMI (sur justificatifs)

B) Inscription des résidents temporaires (1 mois maxi) :	3,30	3,40
avec Caution de	17.57	18.00

C) Inscriptions collectives :

Commune

Gratuit pour les associations et structures communales suivantes : la Halte-garderie, les scolaires, la Maison des Enfants, le Foyer logement, le Foyer des Jeunes, la Maison de retraite, le Centre de Loisirs.

Pour les autres structures ou associations communales, tarif identique aux résidents de la commune

6.59	6.70
------	-------------

Hors commune

Pour les associations et collectivités tarif identique à celui des résidents hors commune et suivants les mêmes conditions

8.79	9.00
------	-------------

D) Photocopies

1) A4	0,18	0.20
2) A3	0,37	0,40

Les photocopies ne pourront concerner que des documents détenus par la bibliothèque municipale et non des documents privés et sont destinées aux personnes dans le cadre de devoirs scolaires, d'études ou de recherches personnelles.

K) CAMPING MUNICIPAL DU VIEUX-CHATEL

La Commission finances propose une augmentation de 3 % en ce qui concerne le camping municipal.

Tarifs par nuitée :

	2008	2009
Tarif adulte	2,74	2.82
Tarif enfant	1,68	1,73

Tarif emplacements

Tente	1,68	1,73
Caravane	1,94	2.00
Voiture	1,68	1.73
Moto	0,97	1.00
Camping Car	2,18	2,24
Branchement électrique	1,97	2.03
Garage Mort	1,97	2.03
Tarif groupe	9.72	9.97
Tarif jeton machine à laver (lessive comprise)	3.76	3.87
Tarif jeton borne vidange camping car	2,00	2.05

Le tarif « groupe » (prix par emplacement et par nuitée ne pourra être accordé qu'à la condition que la demande concerne au minimum 10 emplacements simultanés)

Toute réservation faite pour le camping sera assortie du versement d'arrhes correspondant à 10 % du coût du séjour prévu Les arrhes seront versés par chèque lors de la demande de réservation qui sera transmis au Trésor Public pour encaissement. En cas d'abandon de la réservation, les arrhes resteront acquis à la ville.

Tout emplacement réservé et non occupé dans les 48 heures de la date fixée sera réputé libre et réutilisé.

Location salle du camping (en dehors de la période d'ouverture)

Mise à disposition gracieuse aux associations combourgeoises, pour usage de réunion exclusivement

Cette salle pourra être louée à des associations extérieures à la ville de Combourg, sous réserve des disponibilités, les associations combourgeoises étant prioritaires,

Tarif unique de location aux associations extérieures à Combourg	62,81	64.69
--	-------	--------------

L) REPAS DU PERSONNEL

La Commission finances propose une augmentation de 3 % en ce qui concerne les repas du personnel

	2008	2009
Repas pris par le personnel au restaurant scolaire	3,71	3,82

M) PARTICIPATION AIRES DE STATIONNEMENT

La participation représentative d'aires de stationnement prévue par l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme mis en place en septembre 1991 (cf délibération 91-67) sera indexée sur l'indice INSEE du coût de la construction au 1^{er} janvier de chaque année en fonction du dernier indice connu à cette date (2^{ème} trimestre).

2008	2009
3484	3792

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** l'ensemble de ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2009**.

08-193) TARIFS HALTE GARDERIE

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite des travaux de la commission de finances en date du 28 Novembre 2008, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'approuver pour l'année 2009, les tarifs de la halte-garderie.

La Commission finances propose une augmentation de 2 % en ce qui concerne les tarifs de la halte garderie.

A) DROIT FORFAITAIRE D'INSCRIPTION

(droit par famille)

17.47 €	17.82 €
---------	----------------

La mise en place de la prestation unique implique que les tarifs suivants sont applicables du 01/01/09 au 31/12/09 pour les enfants de 0 à 4 ans

Pour les enfants de 0 à 4 ans, le barème des participations familiales est établi par la CNAF et est rendu obligatoire dans les équipements qui bénéficient de la prestation de service d'accueil permanent.

Le calcul du montant de la participation de la famille s'appuie sur un taux d'effort modulé en fonction du nombre d'enfant(s) appliqué sur les ressources.

Le tarif horaire sera établi à partir des revenus parentaux de façon individualisé (calculé à partir du 12^{ème} des revenus de l'année précédente) selon les taux suivants

type d'accueil	Composition de la famille			
Accueil collectif				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
Taux horaire	0.06%	0.05%	0.04%	0.03%

Un enfant handicapé permet d'appliquer le tarif immédiatement inférieur

Les tarifs plancher et plafond ci-dessous sont en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2008, les tarifs pour l'année 2009 seront communiqués en début d'année 2009.

Tarification Plancher

Un forfait minimum de ressources est pris en compte ; 555 euros par mois, soit un montant annuel de 6 660 euros.

Tarification Plafond

Les revenus perçus par une famille sont plafonnés à 52 608 euros (4384 € par mois) avant abattement

Accueil d'Urgence

Un tarif horaire fixe est défini annuellement, celui-ci est de **1,88 €** (1.84 € en 2008)

Pour les enfants de 4 à 6 ans, application d'un quotient familial (ce tarif a été revu pour une année avec application à compter du 1^{er} janvier 2009).

B) QUOTIENT FAMILIAL

- Formule de calcul du quotient familial
- $$\frac{\text{Ressources mensuelles (1)} + \text{Prestations familiales diverses (2)}}{\text{Nombre de Parts (3)}}$$

(1): 1/12^{ème} du Revenu imposable de la famille (Justificatif : avis d'imposition ou de non imposition de l'année civile précédente)

(2): Allocations de toute nature (Justificatifs de la Caisse d'Allocations Familiales).

(3): Calcul du nombre de parts :

Couple marié ou vie maritale : 2 parts

Parent isolé* : 2 parts

- personne vivant seule avec son ou ses enfant(s)

Par enfant : ½ part (seuls les enfants à charge sont à prendre en considération).

Pour les enfants bénéficiaires de l'Allocation d'Education Spéciale, il sera compté 1 part au lieu d'un ½ part

Pour les familles de 3 enfants et plus, il sera compté forfaitairement ½ part supplémentaire.

2007/2008

2009

C) TARIFS

Quotients familiaux
Moins de 568 euros

1 enfant	0,92	0,94
2 enfants et plus	0,63	0,64

Quotients familiaux
De 568 à 634 euros

1 enfant	1,26	1,29
2 enfants et plus	0,92	0,94

Quotients familiaux
De 634 à 682 euros

1 enfant	1,59	1.62
2 enfants et plus	1,26	1.29

Quotients familiaux
De 682 à 732 euros

1 enfant	2,25	2.30
2 enfants et plus	1,59	1.62

Quotients familiaux
Plus de 732 Euros

1 enfant	2,83	2.89
2 enfants et plus	2,25	2.30

Tarif pour une garderie occasionnelle

Ce tarif ne concerne exclusivement que les familles en vacances sur la Commune de Combours

(sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial – Dans la limite des places disponibles)

Tarif par enfant et par heure	3,33	3.40
-------------------------------	------	-------------

Tarif spécifique à l'attention des ASSISTANTES MATERNELLES:

(sans droit d'inscription et sans étude du quotient familial- Dans la limite des places disponibles)

Tarif par enfant et par heure	1,93	1.97
-------------------------------	------	-------------

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** ces tarifs qui prendront **effet au 1^{er} Janvier 2008**.

08-194) ZPPAUP - DECISION MODIFICATIVE

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Mme GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08.53 en date du 14 avril 2008, il a été décidé de relancer l'étude de la ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager).

Un marché à procédure adaptée a été lancé au mois de novembre 2008, pour la réalisation d'une étude de ZPPAUP, afin de régler les diverses factures d'insertion dans les journaux, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de prendre la décision modificative suivante :

Compte	Libellé du compte	opération	fonction	Montant
2313	Travaux du Centre Ville	82	822	- 526 €
2031	Etude ZPPAUP	803	820	526 €

Les crédits nécessaires pour la réalisation de l'étude seront inscrits au budget 2009.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **ADOpte** cette proposition.

08-195) LOTISSEMENT VICTOR HUGO – DECISION MODIFICATIVE ET CLOTURE DU BUDGET

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite de la demande de remboursement de la TVA, une régularisation sur les arrondis doit être constatée.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de pouvoir constater les arrondis et clôturer le budget en tenant compte de cette régularisation.

Elle propose donc au Conseil Municipal :

- de prendre la décision modificative suivante :

Compte	Libellé du compte	fonction	Montant
6522 (dépense de fonctionnement)	Reversement de l'excédent des budgets annexes au budget principal	020	0.45 €
7788 (recette de fonctionnement)	Produits exceptionnels divers	020	0.45 €

- de clore définitivement les comptes du Lotissement Victor Hugo, celui-ci étant complètement terminé
- d'accepter le reversement du solde excédentaire s'élevant à 9 290.35 € sur le budget communal.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-196) LOTISSEMENT MELESSE – DECISION MODIFICATIVE ET CLOTURE DU BUDGET

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite de la demande de remboursement de la TVA, une régularisation sur les arrondis doit être constatée.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de pouvoir constater les arrondis et clôturer le budget en tenant compte de cette régularisation.

Elle propose donc au Conseil Municipal :

- de prendre la décision modificative suivante

Compte	Libellé du compte	fonction	Montant
6522 (dépense de fonctionnement)	Reversement de l'excédent des budgets annexes au budget principal	020	0.16 €
7788 (recette de fonctionnement)	Produits exceptionnels divers	020	0.16 €

- de clore définitivement les comptes du Lotissement de Melesse, celui-ci étant complètement terminé
- d'accepter le reversement du solde excédentaire s'élevant à 11 344.77 € sur le budget communal.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-197) LOTISSEMENT CITE RAHUEL – DECISION MODIFICATIVE ET CLOTURE DU BUDGET

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite de la demande de remboursement de la TVA, une régularisation sur les arrondis doit être constatée.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de pouvoir constater les arrondis et clôturer le budget en tenant compte de cette régularisation.

Elle propose donc au Conseil Municipal :

- de prendre la décision modificative suivante

Compte	Libellé du compte	fonction	Montant
6522 (dépense de fonctionnement)	Reversement de l'excédent des budgets annexes au budget principal	020	- 2.40 €
673 (dépenses de fonctionnement)	Titres annulés	020	- 0.03 €
678 (dépenses de fonctionnement)	Autres charges exceptionnelles	020	2.43 €

- de clore définitivement les comptes du Lotissement Cité Rahuel, celui-ci étant complètement terminé
- d'accepter le reversement du solde excédentaire s'élevant à 40 576.05 € sur le budget communal.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-198) LOTISSEMENT DE LA PROVIDENCE – DECISION MODIFICATIVE ET CLOTURE DU BUDGET

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

A la suite de demande de remboursement de la TVA, une régularisation sur les arrondis doit être constatée.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de voter les crédits nécessaires afin de pouvoir constater les arrondis et clôturer le budget en tenant compte de cette régularisation.

Elle propose donc au Conseil Municipal :

- de prendre la décision modificative suivante

Compte	Libellé du compte	fonction	Montant
678 (dépenses de fonctionnement)	Autres charges exceptionnelles	020	1.13 €
7552 (recette de fonctionnement)	Prise en charge du déficit du budget annexe par le budget principal	020	1.13

- de clore définitivement les comptes du Lotissement la Providence, celui-ci étant complètement terminé
- d'accepter la prise en charge par le budget communal du solde déficitaire s'élevant à 35 656.15 €.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-199) RECEVEUR MUNICIPAL – INDEMNITES DE CONSEIL ET DE CONFECTION DU BUDGET

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 97 de la loi n° 82-213 modifiée relative aux droits et libertés des communes, Départements et Régions, du Décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les Collectivités Territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 publié au J.O. du 17 décembre 1983 fixant les conditions de l'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des Communes et des établissements publics locaux, le Conseil doit prendre une délibération demandant le concours de Receveur Municipal et fixer l'indemnité de celui-ci.

La ville de Combourg sollicite chaque année le concours du Receveur Municipal et lui verse cette indemnité pour ses prestations en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

L'indemnité de « Conseil » sollicitée par M. LAISNEY Jean-François, Receveur Municipal, Trésorier de Combourg est calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 et s'élève à 980.96 € pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008.

D'autre part, le Receveur Municipal sollicite l'attribution de l'indemnité de confection de budget d'un montant de 45,73 €. Ce forfait est fixé par une loi parue au journal officiel du 14 janvier 1991 et qui s'applique aux communes qui emploient un secrétaire de mairie à temps complet.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de confirmer cette demande de concours du Receveur Municipal pour l'année à venir et de lui verser au titre de l'année en cours, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008, l'indemnité de Conseil au taux

maximum et qui s'élève à 980.96 € brut ainsi que l'indemnité de confection du budget d'un montant de 45,73 € brut.

Ces indemnités sont soumises au 1% de solidarité, à la CSG (Contribution Sociale Généralisée) et au RDS (Remboursement de la Dette Sociale).

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 26 voix POUR et 2 abstentions, ADOPTE ces propositions.

08-200) CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX AVEC LE CCAS

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, suite à la mise en place par le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) d'un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.), et compte tenu de la situation juridique distincte du CCAS (établissement public) et de la Mairie (collectivité territoriale), une convention de mise à disposition des locaux et du matériel appartenant à la Commune de Combours (ainsi que les charges en découlant : eau, EDF, téléphone assurances...) a été établie.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir pour un an renouvelable à compter du 1^{er} janvier 2008.

Le CCAS (budget SAAD) reversera annuellement à la commune de Combours les charges définies dans l'annexe de la convention.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et autorise Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir.

08-201) MONTANT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR LES OUVRAGES DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION DE GAZ

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz a été actualisé par le décret n°2007-606 du 25 Avril 2007.

Le plafond de redevance est le suivant :
$$PR = [(\text{taux de redevance dont le plafond est de } 0.035\text{€}) * L] + 100 \text{ €}$$

Où L représente la longueur des canalisations sur le domaine public communal exprimée en m, et 100€ représente un terme fixe.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- De fixer le taux de la redevance pour occupation du domaine public au seuil de 0.035 €, taux maximum du mètre de canalisation de distribution prévu au décret visé ci-dessus.
- Que cette redevance soit revalorisée chaque année sur la base de l'évolution de l'index ingénierie ING (ou tout autre index qui viendrait à lui être substitué) mesuré au 1^{er} janvier de l'année de la redevance par rapport à l'index ING0 du 1 janvier 2007 (743.80). Ce qui implique la formule suivante :
Redevance actualisée= $(IGN/ING0)*((0.035*L)+100)$
(Le résultat étant arrondi à l'euro le plus proche)

Il est à préciser que la première année la redevance sera calculée au prorata-temporis par rapport à la prise de délibération.

Entendu l'exposé de Mme GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

08-202) ECOLE ELEMENTAIRE – TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DES 1^{ER} ET 2^{ème} ETAGES – MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE, VERIFICATION INITIALE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET SPS.

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, par délibération en date du 4 Novembre 2008, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet LIOUVILLE JAN et ASSOCIÉS de Cesson Sévigné pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre de l'opération.

Par ailleurs, il est rappelé au Conseil Municipal que la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 publiée au J.O. le 1^{er} février 1994, fait obligation aux collectivités locales de faire suivre leurs travaux par un Coordonnateur SPS (Sécurité- Protection –Santé)

Il est également obligatoire de missionner un contrôleur technique et de faire vérifier les installations électriques en préalable au raccordement.

A ce titre une consultation en procédure adaptée a été réalisée et, après analyse, il a été décidé de retenir les offres suivantes :

Contrôle technique et vérification initiale des installations électriques : société NORISKO CONSTRUCTION de Vern sur Seiche, pour un montant de 4800.00 € HT.

SPS : société EMERAUDE COORDINATION De Saint Malo, pour un montant de 2940.00 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-203) CAMPING MUNICIPAL – RESTRUCTURATION DU BLOC SANITAIRE - VALIDATION APD ET ESTIMATIF - DEMANDE DE SUBVENTIONS

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal sa délibération du 15 juillet 2008, concernant le choix de la SARL J.F. HUBERT de Combours pour assurer la maîtrise d'œuvre de la restructuration du bloc sanitaire du camping municipal

Après plusieurs réunions de travail, la commission « Action Economique – Tourisme » a étudié l'Avant Projet Détaillé et l'estimatif lors de sa séance du Mercredi 3 Décembre 2008. Ses conclusions sont portées à la connaissance de l'ensemble des élus lors du Conseil Municipal.

Compte tenu de l'estimatif des travaux, la procédure retenue est celle de la procédure adaptée (article 28 du Code des Marchés Publics)

L'avant-projet détaillé et l'estimatif sont présentés au Conseil Municipal.

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce dossier Avant Projet Détaillé (APD)
- De lancer la consultation selon la procédure adaptée
- D'imputer la dépense sur les crédits prévus à cet effet
- De solliciter les aides suivantes auprès :
 - du Conseil Général
 - de la Communauté des Communes Bretagne Romantique

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-204) INFORMATISATION DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

Rapporteur: Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT informe le Conseil Municipal qu'une réflexion sur l'informatisation de la bibliothèque municipale de Combours a débuté en 2007. La mise en place d'un Système Informatique de Gestion de la Bibliothèque (SIGB) recherche plusieurs objectifs :

- améliorer toutes les fonctions répétitives : inventaire, catalogage, prêts, réservations
- faciliter la gestion administrative de la bibliothèque et la rendre plus efficace: meilleure connaissance du fonds, édition de statistiques précises
- améliorer le service rendu à l'utilisateur : recherche documentaire rapide et efficace, disponibilité plus grande du personnel pour l'accueil, le conseil, l'animation

Cette réflexion a conclu sur la nécessité d'acquérir rapidement un logiciel de type SIGB. Compte tenu du fonds documentaire de la bibliothèque (environ 15000 documents) et du temps passé sur chaque ouvrage pour l'équiper et compléter sa notice sur le logiciel, il apparaît qu'il faudra de nombreux mois de travail avant de pouvoir terminer cette mise en place et exploiter les données numérisées.

Dès lors, différentes démarches ont été entreprises :

- une inscription de 7200 euros a été portée au budget prévisionnel 2008 de la commune.
- les agents municipaux en charge de la bibliothèque et de l'informatique ont visité des bibliothèques informatisées pour évaluer leur fonctionnement et bénéficier d'un retour sur expérience
- une consultation a été faite auprès des principaux éditeurs de logiciels de gestion de bibliothèque sur la base d'un cahier des charges définissant les besoins de Combourg

Trois offres ont été reçues et présentent d'importantes différences de coût. Le tableau ci-dessous reprend les éléments financiers de ces offres :

	Logiciel Paprika		Logiciel Agate		Logiciel Orphée	
Logiciel	2 postes	2940 HT	2 postes	1500 HT	2 postes	5760 HT
Matériel	1 douchette	200 HT	2 douchettes	160 HT	2 douchettes	396 HT
Formation	3 jours	2200 HT	2 jours	1330 HT	2 jours	3750 HT
Services	Suivi technique	250 HT			Installation	2700 HT
TOTAL	5 590 HT		2 990 HT		12 605 HT	
	6 685 € TTC		3 576 € TTC		15 076 € TTC	
Maintenance	441HT / an		960 HT / an		1080 HT / an	

Ces trois outils possèdent des fonctionnalités globalement identiques et ont de solides références locales et nationales.

La commission "Enfance, enseignement, culture" s'est réuni le 9 septembre dernier dans les locaux de la bibliothèque pour examiner les offres et les conditions de la mise en place de l'informatisation. Elle a émis un avis favorable pour le logiciel Agate sur plusieurs critères :

- le coût d'acquisition est le moins élevé
- le même logiciel est en place à Tinténac et des synergies seront possibles à terme
- c'est techniquement la solution la plus souple à mettre en oeuvre

Une rencontre avec un technicien de la société Agate a eu lieu en mairie le 14 octobre dernier et a permis de valider ce choix et les conditions de bonne réussite de ce projet.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-205) MISE A DISPOSITION D'UN VEHICULE PUBLICITAIRE

Rapporteur : Mme Marylène QUEVERT, Adjointe

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal d'étudier la possibilité de passer une convention de mise à disposition gratuite pour une durée de 3 ans d'un véhicule neuf de type minibus.

Ce véhicule serait équipé de huit places aménagées pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite en permettant à trois fauteuils roulants d'accéder à l'arrière du bus grâce à une rampe repliable. Des kits d'ancrage permettent la fixation des fauteuils roulants.

La société propriétaire du véhicule dispose d'emplacements publicitaires sur le véhicule afin d'en assurer le financement. La commune dispose d'un droit de regard sur la publicité qui sera affichée sur le minibus.

Les commissions "Communication" et "Affaires sociales" se sont réunies le 14 novembre 2008 pour examiner l'opportunité de cette mise à disposition et recenser les besoins auxquels le minibus pourrait répondre. Une liste non exhaustive des usages a été établie : pour le foyer-logement, pour les services administratifs ou les élus lors de réunions de groupe ponctuelles, pour le centre d'accueil de loisirs les mercredis, pour les navettes de la bibliothèque vers le site de Bécherel les vendredis, ainsi que pour les associations lors des congés de fin de semaine.

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal de formuler un avis sur le principe de cette mise à disposition.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres et représentés, DONNE un AVIS FAVORABLE de principe sur cette mise à disposition et CHARGE la Municipalité de poursuivre l'étude de ce dossier.

08-206) CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « BOIS DES LUDES » - RENOUELEMENT

Rapporteur : Madame Marylène QUEVERT, Adjointe aux affaires culturelles.

Madame QUEVERT rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 08-28 en date du 11 février 2008, celui-ci a décidé de passer une convention, pour l'année 2008, avec l'association « Bois des Ludes » qui assure auprès de la population une mission d'éducation, d'action culturelle et d'organisation de loisirs.

Elle propose au Conseil Municipal de renouveler cette convention pour un an à compter du 1^{er} janvier 2009.

Comme pour l'année 2008, cette convention sera passée en partenariat avec :

- La commune de Combourg
- Le Centre Culturel
- L'association « Bois des Ludes »

La commune mettra à disposition à titre gracieux une partie des locaux du Centre Culturel pour assurer la permanence de prêt de jeux et de jouets.

La commune financera ces activités pour un coût annuel de 2 380,50 € (pour mémoire ce coût était de 2 345.40 € en 2008, soit une augmentation de 1,5 %) ; coût revu tous les ans au moment du renouvellement de la convention

Madame QUEVERT propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ladite convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir
- D'inscrire au budget 2009 les crédits nécessaires.

Entendu l'exposé de Madame QUEVERT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE les propositions ci-dessus.

08-207) PROGRAMME DE PLANTATION DE HAIES BOCAGERES – ANNEE 2009

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que les opérations de plantations bocagères pourront être engagées par la Communauté de Communes Bretagne Romantique pour l'année 2009.

L'inscription de la commune au programme bocager nécessite l'atteinte des seuils minimaux suivants :

- 200 mètres minimum d'un seul tenant par dossier pour les plantations de haies et 50 ares maximum pour les bosquets,
- la plantation doit avoir un rôle de brise vent, d'anti-érosion ou d'amélioration de la qualité du paysage bocager
- l'utilisation d'essences feuillues locales et une hauteur à terme supérieure à 2 mètres (essences ornementales non fournies)

Les particuliers bénéficiaires des plants et paillages réalisent les travaux de préparation du sol, de plantation et d'entretien.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal une inscription de la ville de Combourg au programme de plantation de haies bocagères pour l'hiver 2009.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-208) REPARTITION DU PRODUIT DES RECETTES DES AMENDES DE POLICE – DOTATION 2008 PROGRAMME 2009

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que le Président du Conseil Général a sollicité les communes en vue de recueillir les propositions de travaux pouvant être retenues au titre de la répartition des recettes des amendes de police.

Les opérations susceptibles d'être éligibles sont, par ordre de priorité :

1. Aires d'arrêt de bus en agglomération et sur voies communales, hors agglomération.
2. Plans de circulation (étude et travaux).
3. Parc de stationnement avec emplacements réservés aux handicapés selon législation en vigueur.
4. Feux de signalisation.
5. Signalisation horizontale (passages piétons).
6. Aménagement de sécurité (passages surbaissés pour handicapés, barrières de sécurité).
7. Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.
8. Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.

Ces opérations seront aidées à hauteur de 20 % du montant hors taxes des travaux correspondants modulé du taux voirie 2007 avec un plafond de subvention de 5 350 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'adopter le programme d'investissement suivant situé avenue des Palmiers, par ordre de priorité défini :

- 1) Fourniture et pose de 61 barrières croix de Saint André type « BENITO »
- 1) Fourniture et pose de 2 barrières croix de Saint André type « BENITO »
- 1) Fourniture et mise en œuvre de 275 m² de résine méthacrylique
- 1) 3 Inscriptions du mot « BUS » et flèche uni-directionnelle
- 2) Fourniture et mise en œuvre de 250.00 m² de revêtements synthétique
- 2) Fourniture et mise en œuvre de peinture routière urbaine
- 2) Fourniture et pose de panneaux routiers
- 3-4) Sigles HANDICAPES normalisé unicolore
- 5) Fourniture et pose de 50 ml de bandes podotactiles en résines
- 5) 60 m² de passage piéton L = 50 cm

- 7) Fourniture et pose de potelets type BLENTEC
- 8) Fourniture et pose de Demi-sphère
- 8) 10 Figurines cycliste et flèche uni-directionnelle pour piste cyclable
- 8) cédez le passage pour piste cyclable
- 8) lignes continues L = 10 cm pour piste cyclable
- 8) Fourniture et pose de 4 panneaux routiers, classe 1 avec arrière du panneau laqué noir, y compris poteaux de diamètre 60 mm en acier galvanisé de hauteur 1.50 m, RAL 9005, fixations laqué, obturateurs, y compris massif béton pour pistes cyclable
- 8) Fourniture et pose de 2 panneaux routiers fin de piste cyclable

Et de solliciter l'attribution de la subvention correspondante auprès du Conseil Général.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-209) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – EXERCICE 2009

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau applicables pour l'année 2009.

Les commissions Environnement et Finances se sont réunies le 28 novembre 2008 et proposent une augmentation de 1,5 %, les tarifs se décomposant de la façon suivante :

	Tarifs 2008	Tarifs 2009
Part fixe au semestre HT	21.385	21.706
Redevance au M3 H.T		
De 1 à 200 m3	0.477	0.484
De 201 à 500 m3	0.387	0.393
Plus de 500 m3	0.352	0.357

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 5 voix CONTRE, ADOPTE ces nouveaux tarifs applicables pour l'année 2009.

08-210) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2009

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe au cadre de vie et à l'environnement

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement applicables pour l'année 2009.

Les commissions Environnement et Finances se sont réunies le 28 novembre 2008 et proposent une augmentation de 1.5 %, les tarifs se décomposant de la façon suivante :

	Tarifs 2008	Tarifs 2009
Part fixe au semestre HT	6.825	6.927
Redevance au M3 H.T	1.124	1.141

Entendu l'exposé de Mme GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix POUR et 5 voix CONTRE, ADOPTE ces nouveaux tarifs applicables pour l'année 2009.

08-211) ENQUETES CONJOINTES POUR TRAVAUX DE RESTAURATION ET D'ENTRETIEN DE COURS D'EAU NON DOMANIAUX

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT informe le Conseil Municipal que, par arrêté préfectoral en date du 14 novembre 2008, sont prescrites à la demande du Comité Syndical du Bassin du Linon et sur le territoire des communes de Combourg, La Baussaine, La Chapelle aux Filtzméens, Longaulnay, Meillac, Pleugueneuc, Québriac, Saint Briec des Iffs, Saint Domineuc, Saint Thual, Tinténac, Trévérien et Trimer, des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'intérêt général et au titre du code de l'environnement pour les travaux de restauration et d'entretien de cours d'eau non domaniaux.

Le projet consiste, dans le cadre du contrat de restauration et d'entretien, à la réalisation de travaux sur environ 164 km de cours d'eau non domaniaux, selon un programme établi sur cinq ans, avec comme objectif principal d'atteindre le bon état écologique à l'horizon 2015. Le programme prévoit des interventions de restauration mais également des actions préventives.

Les objectifs de ce programme concernent :

- Le rétablissement de la circulation piscicole
- La diversification des habitats piscicoles
- La limitation des dégradations des berges

- La restauration de la ripisylve
- La lutte contre les espèces envahissantes
- L'entretien régulier du cours d'eau

Monsieur Jean-Yves DESCOTTES a été désigné en qualité de commissaire enquêteur pour diligenter cette enquête qui aura lieu du mercredi 3 décembre au vendredi 19 décembre 2008.

Le commissaire enquêteur siègera, en personne, pour y recevoir les observations du public aux dates et heures suivantes en mairie de :

- La Chapelle aux Filtzméens
 - o Le mercredi 3 décembre 2008 de 8 h 30 à 10 h 30
- Tinténiaac
 - o Le lundi 8 décembre 2008 de 9 h 00 à 11 h 00
- Trévérien
 - o Le lundi 15 décembre 2008 de 9 h 00 à 11 h 00
- Combourg
 - o Le vendredi 19 décembre 2008 de 15 h 00 à 17 h 00

En application de l'article R.214-8 du code de l'environnement, le conseil municipal de Combourg est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, EMET un avis favorable au programme de travaux et d'entretien établi par le Syndicat du Bassin du Linon présenté dans le dossier d'enquête.

08-212) SITE DE CAPTAGE DE LA GENTIERE – MISE EN PLACE DES PERIMETRES DE PROTECTION

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal sa délibération du 4 Novembre 2008 relative aux modalités de transfert des ouvrages au S.P.I.R. et notamment le lancement d'une consultation de géomètres avant fin 2008.

Cette consultation a pour objet :

- La notification de l'arrêté préfectoral auprès des propriétaires et des exploitants agricoles.
- L'inscription des servitudes aux services des hypothèques.
- Le calcul des indemnisations et l'élaboration des conventions entre la commune de Combourg et chaque propriétaire et exploitant agricole.

Pour cette consultation, le mode de passation de marché choisi est la procédure adaptée, les critères de pondération sont les suivants :

1. Valeur technique de l'offre-50%
2. Prix-35%

3. Délais d'exécution-15%

L'estimation de cette prestation s'élevant à 15 000 € HT, Madame GINGAT propose au Conseil Municipal de solliciter une aide financière auprès de :

- L'agence de l'eau
- Le S.M.G.35

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-213) PLAN DE DESHERBAGE

Rapporteur : Mme Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT expose au Conseil Municipal qu'en raison des récentes modifications concernant l'utilisation des produits phytosanitaires, les usages en terme de désherbage s'en trouvent modifiés. Cet état de fait implique une redéfinition de ces usages sur les différentes zones à traiter. A cet effet, la Communauté de Communes Bretagne Romantique propose, via un bureau d'études, de réaliser un plan de désherbage sur les zones communales de l'agglomération. Cette prestation permet d'effectuer un état des lieux des pratiques communales, et d'envisager des améliorations en proposant différentes méthodes et moyens pouvant être mis en œuvre.

Ce plan de désherbage, outre une action de formation auprès des agents techniques municipaux (2 jours), intègre également, grâce à la participation technique de la commune, un volet communication à la population par la diffusion de livrets pédagogiques et l'intégration d'articles dans le bulletin communal.

L'adhésion à la réalisation d'un plan de désherbage n'engendre aucun frais pour la commune, tant pour l'étude, la communication auprès de la population, que pour la formation pour les agents techniques.

Madame GINGAT propose donc au Conseil Municipal :

- D'approuver la réalisation d'un plan de désherbage, intégrant la communication auprès de la population et la formation des agents techniques.
- De participer techniquement à l'avancée de la démarche.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

08-214) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 08.030T en date du 20 octobre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AM n° 116p lot B sise au lieu-dit « La Grenouillère » rte de Dingé **(DIA n° 30)** terrain nu constructible
- Arrêté n° 08.031T en date du 20 octobre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AM n° 116p lot A sise au lieu-dit « La Grenouillère » rte de Dingé **(DIA n° 31)** terrain nu constructible
- Arrêté n° 08.032T en date du 14 novembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AD n°444 et n° 445 sises « 5, rue Lamennais » **(DIA n° 32)** et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 08.033T en date du 24 novembre 2008 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AC n° 774 sise « 9, rue du Bellanger » **(DIA n° 33)** et supportant un appartement

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

08-215) QUESTIONS ORALES (4^e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 45.